

1. Évolution épidémiologique

Au 23 avril à 9 heures du matin, 583 496 tests ont été effectués, dont 23 560 le 22 avril. 425 821 personnes ont été testées, dont 138 078 ont été testées positives.

Le 22 avril à 17 heures, 18 738 (+638) personnes hospitalisées au Royaume-Uni sont décédées.

2. Mesures nouvelles

/

3. Impact économique et financier

Le nombre d'entreprises britanniques demandant à bénéficier du dispositif de subvention du chômage partiel continue d'augmenter – 48 heures après son lancement le 20 avril, 309 000 entreprises ont demandé à bénéficier du *Coronavirus Job Retention Scheme*. Selon *HM Treasury*, le montant des aides demandées par les entreprises au 22 avril atteignait 2,6 Md£ et concernait 2,2 M de salariés.

Le gouvernement britannique a décidé d'augmenter le montant de ses émissions d'obligations souveraines au T2 2020. Afin de financer ses dépenses de soutien à l'économie pendant la crise de COVID-19, le *HM Treasury* a revu à la hausse l'émission de *gilts* au T2 pour un montant total de 180 Md£. Cela serait équivalent à quatre fois le montant annoncé lors du Budget de mars 2020 (l'émission totale du gouvernement devait être de 156 Md£ pour l'année fiscale 2020-21, soit 39 Md£ par trimestre). Le département en charge de la dette britanniques, le *Debt Management Office*, a indiqué que la hausse annoncée répondait à « la nature immédiate et temporaire du soutien sans précédent annoncé pour les ménages et les entreprises » et qu'il ne s'attendait pas à ce que les montants émis restent à ce niveau élevé jusqu'à la fin de l'année. Les premiers signes de dégradation des finances publiques sont apparues au mois de mars, le gouvernement ayant enregistré une perte des recettes fiscales de 13,4 Md£ par rapport aux prévisions annoncées lors du Budget, notamment due à la baisse des recettes au mois de mars (- 12 % par rapport à l'année précédente).

Selon la dernière enquête de l'Office for National Statistics, 25 % des entreprises britanniques auraient arrêté leurs activités entre le 23 mars et le 5 avril. Le secteur de l'art, des loisirs et divertissements serait le plus touché par la crise du COVID-19, avec 82 % des entreprises ayant indiqué l'arrêt de leurs activités. Parmi les entreprises ayant continué leurs opérations, 93 % auraient des profits inférieurs à avant la crise, mais 60 % auraient les liquidités suffisantes pour survivre à la crise. 94 % des entreprises interrogées ont indiqués qu'elles étaient intéressées par les mécanismes de soutien du gouvernement, dont 80 % intéressées par le *Coronavirus Job Retention Scheme* (mécanisme de chômage partiel).

Les premières estimations du PMI chutent à un nouveau niveau record en avril. L'indice d'activité de Markit est tombé à 12,9 en avril (contre 36,0 en mars), reflétant l'impact négatif du COVID-19 sur l'activité britannique. Le PMI manufacturier s'est établi à 32,9 alors que le PMI des services a chuté à 12,3. L'enquête indique une diminution importante des commandes et du taux d'emploi. Seules les entreprises liées au secteur médical, à la production alimentaire et à la vente en ligne anticipent une amélioration de leur situation. Selon Markit, le niveau actuel du PMI indiquerait une perte d'activité de

l'ordre de 7 % au T2. Cependant l'indice ne prend pas en compte le secteur de la vente au détail et les travailleurs indépendants, l'activité pourrait donc décliner de façon bien plus importante. Le scénario de l'OBR, qui prévoit une contraction de 35 % au T2, serait envisageable d'après plusieurs économistes, dont le gouverneur de la Banque d'Angleterre A. Bailey.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Au 19 avril, 6 Md£ d'aides à destination des PME et du secteur de la vente au détail, de l'hôtellerie et de la restauration ont été versées aux entreprises anglaises – En réponse à la crise du COVID-19, le gouvernement a mis en place deux dispositifs de soutien à la liquidité des entreprises : le premier sous la forme de subventions pour les PME dont la valeur foncière du local commercial est inférieure 51 000 £, et le second qui entraîne la suspension de la taxe professionnelle (*business rate*) pour toutes les entreprises du secteur de la vente au détail, de l'hôtellerie et de la restauration en Angleterre. Sur les 12,3 Md£ alloués aux autorités locales servant d'intermédiaires entre les entreprises et le gouvernement, 6 Md£ ont déjà été versés à 486 000 sociétés éligibles.

Des milliers de bars pourraient rester définitivement fermés selon la *British Beer and Pub Association (BBPA)* – Alors que Michael Gove a indiqué que les *pubs* pourraient être les dernières entreprises à rouvrir lors de la levée du confinement, un des plus importantes fédérations du secteur a averti que des milliers de *pubs* pourraient très prochainement faire faillite et ne jamais rouvrir. Le secteur, déjà fragile avant la pandémie selon les fédérations, appelle le gouvernement à mettre en place des mesures de soutien renforcées, telles que l'allongement du dispositif de chômage partiel, l'élargissement des subventions aux PME pour les *pubs* dont la valeur foncière du local commercial est supérieure à 51 000 £, et la suspension de la taxe professionnelle aux *pubs* qui n'en bénéficient pas encore.

La région des *West Midlands* devrait être la plus impactée du Royaume-Uni par la crise sanitaire et économique - L'impact économique de la pandémie de coronavirus touchera les *West Midlands* plus durement que toute autre région, alors que Londres sera la moins touchée, selon une évaluation du cabinet KPMG. Région manufacturière où l'industrie automobile occupe une place importante, la fermeture d'usines automobiles et la mise en sommeil de centaines d'usines liées au secteur pourraient entraîner une contraction de l'économie de 10,1% sur 2020. De surcroît, l'effondrement de la demande de voitures neuves résultant de la crise économique pourrait maintenir le secteur en sommeil bien au-delà de la période de confinement. La forte dégradation de la situation économique des régions les plus fragiles du pays, situé au nord et à l'ouest de Londres, serait un revers pour les promesses électorales de Boris Johnson visant à « *level-up* » ces régions.